

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Herausgeber: Schweizerischer Juristenverein

Band: 59 (1940)

Rubrik: Ansprachen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ANSPRACHEN

gehalten an der Einweihungsfeier für die Erinnerungstafel
am Geburtshaus von Eugen Huber in Oberstammheim
bei Anlaß des Schweizerischen Juristentages in Zürich
am 9. September 1940.

REDE

des

Herrn Bundesrichter Dr. Plinio Bolla.

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes profondément reconnaissants à la Société zurichoise des juristes et à l'Association zurichoise des avocats d'avoir voulu que l'inauguration de cette plaque commémorative, par elles offerte, ait lieu sous nos auspices, dans le cadre de notre fête annuelle.

La Société suisse des juristes avait, il est vrai, quelques titres pour revendiquer cet honneur.

Sans parler des trois rapports présentés par Eugène Huber à nos réunions, en 1894 sur le régime matrimonial, en 1896 sur la liberté de tester, en 1900 sur le régime des eaux, tous les trois „de helvetica lege ferenda“, sans mentionner l'activité par lui déployée dans notre commission pour la publication des sources pendant 28 ans, sans rappeler sa fidélité à notre association de 1874 à 1908, lorsque notre assemblée l'acclama membre d'honneur en reconnaissance „de son activité comme législateur ayant atteint les plus hauts sommets et comme maître éminent de la jeunesse universitaire“, c'est à la Société suisse des juristes que revient le mérite de l'avoir, en 1884, sur le conseil de Louis Ruchonnet, chargé de procéder à une étude comparative des législations civiles de notre pays et d'avoir par là désigné l'homme qui devait imprimer la marque de son individualité authentique au Code civil

qui nous régit et dont un des traits essentiels, un des mérites incontestables est précisément de n'être qu'en petite partie le fruit du travail anonyme de commissions et d'assemblées.

La vie d'Eugène Huber a été si riche, si féconde, que dans bien des endroits plus solennels — dans les amphithéâtres de plusieurs Universités, suisses et étrangères, dans la salle du Parlement — on aurait pu songer à rappeler sa personne et son oeuvre. Combien plus éloquente cette plaque apposée sur la maison rustique où il a vu le jour, où toute la campagne zurichoise s'est réunie, comme une cohorte de fées, autour de ses premiers ans, avec toutes les grâces pastorales de son paysage, avec la rudesse de son patois, avec son esprit de communauté et l'intensité de sa vie locale. Et l'homme a su admirablement comprendre le message sans paroles que l'enfant avait reçu.

Car si notre Code civil est un arbre qui monte haut, très haut, c'est que ses racines pénètrent profondément dans le sol sur lequel il étend ses branches.

Lorsqu'on relit le discours prononcé par Huber à la séance du Conseil national du 6 juin 1905 en faveur de l'entrée en matière sur le Code civil, on voit l'idée qui avait soutenu l'auteur du projet dans les longues années de travail, de combat parfois rude: la crainte que la Suisse, sans l'unification du droit privé, finisse par perdre sa „nationale Eigenart am Recht“, par une adoption plus ou moins complète, plus ou moins larvée, du BGB: l'unité civile est, à ses yeux, le seul moyen efficace de lutter contre la tutelle étrangère dans ce domaine et le péril qu'elle représenterait pour notre unité politique.

Mais Huber sait que la „nationale Eigenart“ ne peut pas être en Suisse synonyme d'uniformité. Il est arrivé à la rédaction de son projet non pas en descendant des nuées de l'abstraction, mais en s'élevant du réel des droits privés cantonaux en vigueur, qu'il a, avec une science consommée, avec une inlassable patience, disséqués et comparés. Rien mieux qu'une telle étude ne saurait montrer

nos diversités et la nécessité de les respecter partout où, en émoussant par la toise telle ou telle partie, on risquerait de diminuer la vitalité, la richesse de l'ensemble.

Aussi le Code civil se refuse-t-il le plus souvent à se rallier à la solution commode de l'uniforme niveau, dès qu'il ne s'agit pas d'une de ces questions que le législateur n'a pas de raison de trancher différemment aux deux bouts de l'Europe: dans les dispositions sur le divorce et la séparation de corps, sur le régime matrimonial, sur les successions, sur le gage immobilier, les exemples abondent de l'esprit de compréhension et de tolérance de Huber vis-à-vis des minorités linguistiques et religieuses, ou tout simplement vis-à-vis des particularismes locaux.

Comment cela nous étonnerait-il de la part de celui qui, en rappelant que le législateur travaille avec la langue, ajoutait: „Sprache ist nicht nur Logik; Sprache ist Gemüt und Laune, Klang und Farbe, Musik und Zeichnung, Leidenschaft und Wohlbehagen, ist alles, was überhaupt im Menschenleben lebt. Sprache ist der Ausdruck der ganzen menschlichen Existenz.“ Ce n'est plus le juriste qui parle. Ou c'est un juriste qui est aussi un poète, qui est surtout un homme complet. Il semble qu'on entende un écho de Mistral: „Dans la langue, un mystère, un vieux trésor se trouve . . . Chaque année le rossignol revêt des plumes neuves, mais il garde sa chanson.“

Esprit de compréhension, esprit de tolérance, ai-je dit. Esprit de liberté, de cette liberté qu'il est si malaisé de définir partout, sauf en Suisse, où elle est la définition d'un fait et d'un fait passé en habitude. Disons avec moins de mots et plus de précision: esprit suisse.

Si notre Code civil n'était pas tout imprégné de cet esprit suisse qu'il a voulu contribuer à défendre, certes il n'aurait pas mérité le suffrage le plus haut qu'on puisse décerner à une loi fédérale unificatrice: voilà plus d'un quart de siècle qu'il est en vigueur: aucune voix sérieuse ne s'est jamais élevée chez nous pour regretter les droits

privés cantonaux, quoique l'unité civile ait été combattue en son temps par des Confédérés éminents.

C'est son esprit suisse qui montre à Huber la fausseté d'une philosophie qui semblait pourtant triompher à son époque et qui voulait réduire la mission du juge à „rejeter tout hors-d'oeuvre concret, élever le cas d'espèce à la hauteur de la situation abstraite prévue par la loi, le résoudre comme une opération mathématique dans laquelle peu importe ce que représentent les nombres, onces ou livres, francs ou centimes“.

Non, répond Huber, à qui une magnifique préparation scientifique n'empêche pas d'apprécier la „Volkstümlichkeit“ de la jurisprudence dans notre pays, non: „Die praktischen Fälle sind selten so, daß man die im Gesetz angeführten Casus auf sie ohne weiteres anwenden könnte.“ Même avec la loi la plus complète, on ne saurait se servir d'une machine à calculer, quoique perfectionnée, pour trancher un litige. Le juge est un intermédiaire conscient, la viva vox du bon sens, entre les justiciables et la loi. Sa mission redoutable est moins de jongler avec des textes que de pénétrer plus avant dans le coeur des hommes. Aussi Huber lui accorde-t-il, dans de nombreux cas, un pouvoir souverain d'appréciation, dans le cadre duquel il doit se fixer lui-même une règle „standard“ ou „directive“; il l'érige en suppléant du législateur, partout où celui-ci a sommeillé comme le bon Homère; il lui laisse la faculté de refuser la protection légale à l'abus manifeste d'un droit. C'est que, au-dessus des prescriptions effectivement formulées par l'autorité sociale, il existe pour lui, comme pour notre peuple, un droit idéal, un droit supérieur, un droit naturel — s'il m'est permis d'employer une expression qui avait été à peu près bannie de la science juridique et qu'on voit reparaître (*multa renascentur!*) pour indiquer, selon la définition de Génys, ce „prototype de justice que l'ordre providentiel du monde impose à la raison“. Non pas qu'une opposition constatée entre la solution à laquelle conduit l'application pédante de la loi

et le résultat humainement satisfaisant doive amener le juge à opter sans autre pour ce dernier: elle doit simplement le pousser à examiner s'il ne suffit pas de vivifier les textes par l'esprit pour faire disparaître un désaccord que le législateur ne saurait avoir voulu. Car, ennemi de la jurisprudence de concepts, Huber ne l'est pas moins de celle de sentiments, de la théorie du „Freirecht“, et, partout où la vie du droit ne saurait être sans inconvénients la proie de l'incertitude, il trace la limite avec la clarté, avec la netteté qui sont le privilège de ceux qui dominent d'une façon absolue leur matière. C'est ce qui explique le rayonnement de notre Code civil au delà de nos frontières, où la Turquie l'a adopté, où il est partout étudié comme une des plus remarquables réalisations législatives du début du XXème siècle dans le domaine du droit privé.

Mesdames, Messieurs,

Nous devons au lieu de notre naissance de le rendre le plus honoré et renommé qu'il nous est possible.

Eugène Huber a rempli noblement ce devoir, en servant avec fidélité quelques-unes des plus fortes raisons que nous ayons de vivre.

C'est pour rendre à sa mémoire ce témoignage éclatant que les juristes suisses sont venus aujourd'hui à Stammheim en pieux pèlerinage.

ANSPRACHE

von

Prof. Dr. A. Egger.

Eugen Huber als Gesetzgeber.

„Eugen Huber, der Schöpfer des schweizerischen Zivilgesetzbuches, wurde am 13. Juli 1849 in diesem Hause geboren.“

Hier kam er zur Welt als das jüngste von sechs Kindern des damaligen Bezirksarztes Dr. Konrad Huber und seiner Frau, geb. Widmer.

Hier wuchs er heran, sorglich betreut von seinen Eltern, inmitten der Geschwister und der Gespielen, deren Anführer, deren „Hauptmann“ der heranwachsende Knabe in ihren Streifereien durch Dorf und Umgebung wurde.

Hier wurde der Grund gelegt für jene Gesundheit, Arbeitskraft, Zähigkeit und die lange Lebensdauer, deren er zu seiner Lebensarbeit bedurfte.

Hier verlebte er seine Jugend in einer gesegneten, schönen, weiten und offenen Natur, hier wurden in sein empfängliches Gemüt die Keime seiner innigen Heimatliebe gelegt.

Hier besuchte er die Primar- und die Sekundarschule und gewann sich die Liebe seiner Lehrer, hier auch die Kirche — seiner Kirche hat er das ganze Leben hindurch die Treue bewahrt.

Hier wuchs er heran in einem bäuerlichen und handwerklichen Lebensbereich, dem er dann in seinem Lebenswerk ein so großes Verständnis entgegenbrachte: sein Gesetzbuch enthält eine Fülle von Agrar- und Gewerbe-recht.

Hier durfte der Knabe den Vater bei den Krankenbesuchen begleiten; so wurde schon damals in ihm jene Güte und Hilfsbereitschaft geweckt, die aus manchen sozialrechtlichen Bestimmungen des Zivilgesetzbuches uns entgegenleuchtet.

Nach dem frühen Tode des Vaters siedelte die Familie nach Zürich über. Die älteren Geschwister gingen der Arbeit und dem Verdienste nach; das ermöglichte dem jüngsten das Studium. Er besuchte das zürcherische Gymnasium. Schon damals nahm er an den öffentlichen Angelegenheiten innersten Anteil. Er bildete sich sein selbständiges, unabhängiges Urteil und setzte sich mit Leidenschaft für seine Überzeugungen ein. So nannten sie ihn den „Schwärmer“, was er mit der Bemerkung

quittierte, er könne auch ein kluger Schwärmer sein. Schon damals entbrannte in ihm der Wunsch, seine Kräfte in den Dienst des Volkes zu stellen. Tief bewegte den Vielbegabten die Frage, auf welchen Wegen er dies Ziel am besten erreichen könnte. Er wollte Schriftsteller werden, um als Erzieher des Volkes wirken zu können. Oder aber Staatsmann — so entschloß er sich zum juristischen Studium. Er studierte in Zürich, kurze Semester auch in Berlin und Wien, er promovierte im Frühling 1872. Seine Dissertation behandelte die schweizerischen Erbrechte in ihrer Entwicklung seit der Ablösung des Alten Bundes vom Deutschen Reiche. Die Arbeit bekundet bereits seine rechtshistorischen, rechtsphilosophischen und politischen Interessen und seine ganze Zielstrebigkeit: er will zeigen, wie die Trennung der alten Eidgenossenschaft vom Reich und die Beibehaltung der genossenschaftlich-republikanischen Verfassung unserem Lande eine ungestörte, selbständige und bodenständige Entwicklung auch auf dem Gebiete des Privatrechts sicherte.

Nach der Promotion führt ihn eine Studienreise nach der welschen Schweiz, nach Italien und Frankreich. Dann drängt es ihn zur rechtshistorischen Forschung und zur Lehrtätigkeit — er habilitiert sich in Zürich, bald nachher in Bern. Es drängt ihn aber auch zur Teilnahme an dem damals leidenschaftlich bewegten politischen Leben — er wird Bundesstadt-Korrespondent, dann Redaktor und schon 1875, noch nicht einmal 27 Jahre alt, Chefredaktor der „Neuen Zürcher Zeitung“.

Durchdrungen von der Bedeutung der Presse und der Wichtigkeit seiner Aufgabe, geht er mit Feuereifer an die Arbeit. Er nimmt sich besonders der Innenpolitik an, der Rechtsfragen, des Schul- und Erziehungswesens, besonders auch der sozialen Probleme. Aber bei allem Feuereifer bleibt er stets sachlich. Immer ist es ihm um die Sache zu tun. Parteistreit ist ihm zuwider; allen Fanatismus weist er von sich; den Kulturkampf lehnt er ab. Alle Parteien ließ er gelten; an alle ihre Programme tritt er

nur mit der einen Frage heran, was sie an guten und berechtigten Postulaten enthielten.

Diese politische und redaktionelle Tätigkeit war gewiß für seine spätere Aufgabe von unschätzbarem Wert. Aber er empfand doch bald das Bedürfnis, sich der politischen Tagesarbeit zu entziehen und sich wiederum wissenschaftlicher Arbeit zu widmen. Schon 1877 tritt er zurück und nimmt, in der Hoffnung auf einige Muße, eine überaus bescheidene Stelle als Verhörer in Trogen an. Im Jahr 1881 erfolgt die Berufung an die Universität Basel und erschließt ihm die heißersehnte Lehr- und Forschertätigkeit.

Sehr bald sieht er sich vor eine große Aufgabe gestellt. Der Schweizerische Juristenverein erteilt ihm, auf Anregung von Bundesrat Ruchonnet, Ende 1884 den Auftrag zu einer vergleichenden Darstellung der kantonalen Privatrechte. Gerne hätte er dieses Werk während Jahren heranwachsen und -reifen lassen. Aber es galt, der Gegenwart zu dienen und sich zu bescheiden. So erschien schon im Jahre 1886 der erste Band und in der erstaunlich kurzen Frist von acht Jahren das ganze Werk mit Einschluß des weit über die Grenzen unseres Landes hinaus berühmt gewordenen vierten, rechts-historischen Bandes. Im Jahre 1888 nimmt er, da das Werk bereits sichergestellt ist, einen Ruf nach Halle an. Auch dieser Auslandsaufenthalt gestaltete sich für ihn fruchtbar. Von dort stand ihm auch der Weg zu den großen deutschen Universitäten offen. — Aber jetzt werben die schweizerischen Hochschulen um ihn, Basel, Lausanne, Zürich, Bern. Ohne Zögern nimmt er den Ruf nach Bern an, als ihn von dort auch der Auftrag des Bundesrates erreichte, den Entwurf eines schweizerischen Zivilgesetzbuches auszuarbeiten. Das war im Jahre 1892. Während vollen dreißig Jahren entfaltete er dann in Bern eine Tätigkeit von größter Intensität und Fruchtbarkeit als Gelehrter, als Lehrer und als Gesetzgeber. Dann erlahmte die Kraft, ermüdete das Herz,

und seine Augen, denen im Leben eine unvergleichliche Leuchtkraft eigen gewesen, erloschen. Er starb in seinem 74. Lebensjahre am 23. April 1923. —

Diese Tafel soll sein Andenken wach erhalten an der Stätte seiner Geburt. Sie wurde gestiftet vom Zürcherischen Juristenverein und vom Verein zürcherischer Rechtsanwälte. In ihrer beiden Namen wird sie hiemit der Gemeinde Stammheim in treue Obhut, dem Schweizerischen Juristenverein, der Öffentlichkeit übergeben. Die Tafel ist Eugen Huber, dem Gesetzgeber gewidmet; ihm soll auch unser heutiges Gedenken gelten.

Das schweizerische Zivilgesetzbuch darf sehr wohl als ein Werk des Schweizervolkes angesprochen werden. Es ist der Niederschlag einer jahrhundertelangen politischen, kulturellen, geistigen Entwicklung, die reife Frucht einer alten Rechtskultur.

Aber zugleich ist es ein ganz persönliches Werk Eugen Hubers. Es ist dies in so hohem Maße, daß man das vielberufene Wort mit vollem Fug auf ihn anwenden durfte: Mann und Werk sind eins. In der Tat, seine ganze Kraft, die ganze Fülle und den ganzen Reichtum seiner Persönlichkeit hat er in das Werk hineingelegt. Um ein solches Werk zu schaffen, bedurfte es der tiefen Einsichten in die Gesetze des Gemeinschafts- und Rechtslebens, des praktischen Sinnes, einer sichern Urteilskraft, eines adäquaten Gestaltungsvermögens und eines nie erlahmenden Willens. Diese Kräfte vermochte Eugen Huber in den Dienst seiner Aufgabe zu stellen.

Es bedurfte der Einsichten, nicht nur der Gelehrsamkeit, sondern jener Tiefe der Erkenntnisse, jener universellen Schau, welche die Gegensätze, in denen das Leben sich bewegt, in einer höhern Einheit aufzulösen vermag. Unablässig um diese Tiefe der Einsicht zu ringen lag in der seelichen Struktur Eugen Hubers begründet.

So wurde Eugen Huber unser Gesetzgeber und mit ganzer Kraft hat er sich für das Gesetzgebungswerk ein-

gesetzt. Aber — er stand über der Sache; er verfiel nie der Einseitigkeit und dem Fanatismus manch anderer Kodifikatoren. Er blieb Universalist. Das Gesetz ist ihm nicht das einzige Wort und nicht das letzte Wort. Er bleibt sich der Grenzen bewußt, die auch einem Gesetzgeber gezogen sind. Er ist ein kritischer Gesetzgeber; er ist zurückhaltend. Neben dem Gesetz gibt es noch andere Quellen der Rechtsbildung. Das Gesetz bleibt immer wieder auf die Betätigung des lebendigen Rechtsbewußtseins angewiesen. Ein Greuel ist ihm der Gedanke, daß wir uns an den Wortlaut des Gesetzes klammern und uns in „inhaltlosen Auslegungen“ ergehen könnten. Dann müßte an die Stelle lebendigen Wachstums ein versteinertes Gebilde treten und das Recht müßte der Erstarrung verfallen (SPR IV 185).

So wurde Eugen Huber der Unificator unseres Zivilrechts und blieb doch zugleich ein Föderalist, der die Vielheit und den Reichtum unserer Rechte gewahrt wissen wollte. Aus Vielheit und Einheit gewinnt er eine Harmonie: die Einheit ist ihm nicht Selbstzweck; sie hat gerade die Aufgabe, das geschichtlich überkommene Recht in seiner Vielgestaltigkeit zu erhalten und zu festigen. Alle Landesteile sollen ihr Recht im neuen Gesetzbuch wiedererkennen. Das neue Recht wird — so erklärt er in der Eintretensdebatte im Nationalrat — geschaffen auf der Grundlage der Familienähnlichkeit der kantonalen Rechte, aus ihrer ureigenen einheitlichen Grundlage heraus. „Sie wird geschaffen, nicht um das Zivilrecht dem Volke zu entfremden, sondern um der Rechtsanschauung des Volkes Ausdruck zu verleihen. Wir müssen aus der reichen Harmonie, die unsere kantonalen Rechte darstellen, heraus alle die verschiedenen Rechtsinstitute so auswählen und zusammenlegen, daß die besten unter ihnen zu eidgenössischem Rechte erhoben werden und daß die schwächeren durch die Vereinheitlichung eine Stärkung, Erweiterung und Wiederbelebung erfahren, die dem ganzen Lande zugute kommen wird. Das ist der Geist, aus

dem heraus unser nationales Recht unter Mitwirkung der Kantone geschaffen werden soll.“

So war Eugen Huber der Mann der Tradition, zugleich aber war er auch beseelt vom Geiste des Kritizismus — ein Konservativer und ein Radikaler zugleich, Bewahrer und Neuerer in einem. Mit aller Pietät und Ehrfurcht begegnet er dem geschichtlich gewordenen Recht. Stets ist er bestrebt, die Tradition zu hüten, die Kontinuität zu wahren. So wurde er zum Bewahrer und Schützer alter schweizerischer Rechtskultur. Aber mit all seiner höchst eindringlichen rechtsgeschichtlichen Forschung will er der Gegenwart dienen. Auch diese unterliegt den Gesetzen der geschichtlichen Entwicklung. Um ihretwillen durchleuchtet er — im erwähnten vierten Bande seines Schweizerischen Privatrechtes — die Gesetze und Grundsätze des rechtlichen Werdens: die Betrachtung der rechtsgeschichtlichen Entwicklung läutert das Verständnis für das Recht der Gegenwart. Sie ist geeignet, die Einsicht in die Richtung und Ziele zu erschließen, nach welchen hin eine vernünftige Entwicklung geleitet werden soll. Die Erfassung des geschichtlichen Zusammenhanges vermag das Rechtsbewußtsein zu klären, so wie eine Rück- und Selbstschau das Bewußtsein des einzelnen Menschen zu klären imstande ist (IV, 4). So will er die rechtsgeschichtliche Erkenntnis in den Dienst des werdenden Rechtes und der Rechtspolitik stellen. Und er treibt eine sehr energische, in den Entwürfen oft geradezu kühne Rechtspolitik. Seine Vorlagen sind erfüllt von gewerbe-, agrar-, sozialpolitischen Gedanken und Vorschlägen. Ebenso groß wie seine Ehrfurcht vor dem gewordenen Recht ist sein Drang der Neuerungen, der Fortbildung des Rechtes, der Schaffung eines wirklichkeitsnahen, zeitgemäßen Gesetzbuches, wie es das Rechtsbewußtsein seiner Generation fordert.

Dazu aber war weiter vonnöten ein praktischer Sinn, ein offenes Auge für die Bedürfnisse von Handel und Wandel und die Nöte und Sorgen des einzelnen und

der Berufsstände, ein Verständnis für die Wirklichkeiten des Lebens. Eugen Huber besaß diesen praktischen Sinn. Er war ein „Realist“, und es ist kein Zufall, daß er eine eindringliche Studie über die „Realien“ im Rechte geschrieben hat. Ebenso sehr bedurfte es aber auch der sicheren Urteilskraft.

Ein Zivilgesetzbuch gewährt Freiheiten und zieht Schranken. Es fällt Urteile über Recht und Unrecht. Es stellt Gebote und Verbote auf. Es stellt Tafeln hin über das Leben. Es kann gar nicht anders sein: es stellt eine Werteordnung auf, es ist getragen von dem ihm eigenen Ethos. Virgil Rossel hat einmal das Zivilgesetzbuch — zur Freude Eugen Hubers — *la conscience écrite du peuple suisse* genannt. Daß es dies wurde, verdanken wir dem hochentwickelten Sinne des Gesetzesredaktors für Recht und Billigkeit, verdanken wir der ethischen Persönlichkeit, der ethischen Genialität Eugen Hubers. Sein leidenschaftliches Bemühen war es, dem einzelnen seine freie Sphäre zu sichern und das Recht der Persönlichkeit im Gesetz fest zu verankern und zugleich den Anforderungen der Gemeinschaft gerecht zu werden. In diesem Sinne war er Individualist und Kollektivist zugleich. Er hat den ganzen Werdegang des Rechtes durchforscht und immer wieder diese beiden Grundkräfte in ihrem Ringen miteinander angetroffen. Er hat sich auf das Wesen des Rechtes und des Menschen besonnen und überall wieder diese beiden Bewußtseinsgehalte vorgefunden. In einer Zeit, in welcher die Wissenschaft das Privatrecht nur allzugern ausschließlich vom Individuum her aufbaute, erfaßte er es als einen „Plan“ des Zusammenlebens in der Gemeinschaft. Deshalb hat er ein feines Sensorium für das Überborden der einen oder der andern Tendenz. Deshalb hat er auch die kommende Wendung des Privatrechts vom liberalen Individualismus zu neuer Gebundenheit mit prophetischen Worten vorausgesagt: die neuzeitliche Rechtsgeschichte habe eine ununterbrochene Steigerung der subjektiven Rechte des

einzelnen gebracht. Das moderne Privatrecht stelle ein evolutionistisches Individuum heraus, ausgerüstet mit großen rechtlichen Fähigkeiten und großen Ansprüchen, frei von allen frühern Fesseln, in uneingeschränktem Genuß der Vorteile eines individualistischen Privatrechts. Aber — so schreibt er im Jahre 1893 — das kann nur eine vorübergehende Erscheinung sein. „Am Horizont steigen bereits Anzeichen auf, daß dieses selbe Individuum schwereren Fesseln unterworfen werden könnte, als es früher getragen hat. Das Privatrecht ist mit seiner individualistischen Ausgestaltung nicht an das Ende seiner Gestaltungskraft gekommen. Hat das Zeitalter mit der freien Entfaltung des einzelnen im Privatrecht genugsam schlimme Erfahrungen gemacht, so wird es nach einer neuen Gebundenheit rufen. Die Ideale des sozialistischen Privatrechts sind als Tendenzen durch die Verhältnisse gegeben und gewiß als förderndes Element berechtigt, verwerflich aber als System, ebenso wie dasselbe anderseits vom individualistischen Privatrecht zu sagen ist. Das Privatrecht soll die Resultante der verschiedenen Kräfte in der Volksgemeinschaft sein, und falsch wäre es zu meinen, daß die Wahrheit nur in einer Richtung liege. Ja, sie liegt nicht einmal in der Mitte, sondern die Neigung nach links oder rechts ist bedingt durch die wirtschaftlichen Verhältnisse, die bald mehr die Personenvereinigung, bald mehr das Individuum hervortreten lassen.“ Glückliche der Staat und die Zeit, ruft er aus, wo diese beiden Grundelemente der Rechtsbildung sich zu einer erträglichen Harmonie verbunden haben.

Erfüllt von diesem Ethos räumt der Gesetzgeber Recht und Billigkeit (Art. 4) und Treu und Glaube (Art. 2) den ihnen zukommenden überragenden Platz ein und bringt er „die großen Gedanken, allgemeinen Wahrheiten, die unserer Rechtsordnung zugrunde liegen“, zu klarem Ausdruck, besonders im Personen- und Familienrecht. Aus diesem Ethos heraus weist er die subjektiven

Rechte des einzelnen in ihre Schranken und verleiht dem Gesetzbuch den tiefen, unverlierbaren Zug der Menschlichkeit.

Aber die wissenschaftlichen Erkenntnisse und Einsichten, die umfassende, universelle Schau, die Kraft der Synthese und die Macht des Ethos genügen noch nicht. Das Werk selber muß geschaffen werden, und dazu muß der Gesetzgeber aus dem Arsenal seiner Kräfte noch andere Potenzen mobilisieren. Der Gesetzgeber muß seinen Rechtsgedanken den angemessenen Ausdruck verleihen. Es ist ein weiter Weg von der künstlerischen Idee zum Kunstwerk, vom Rechtsgedanken zum Gesetzbuch. Es bedarf der Gestaltungskraft, des Formensinnes, der Sprachgewalt. Eugen Huber verfügte auch über sie. Sein Leben lang hatte er ein inniges Verhältnis zur bildenden Kunst, zur Musik, besonders auch zur Literatur. Unsere großen Dichter deutscher und französischer Sprache, besonders auch die schweizerischen, Jeremias Gotthelf, Gottfried Keller waren ihm Lebensbegleiter. Er selber hat nicht nur in der Jugend einmal daran gedacht, Schriftsteller zu werden, eine wohl von seiner Mutter ererbte Neigung, er hat sich auch immerzu, selbst in den Jahren stärkster Arbeitsbelastung, schriftstellerisch betätigt, hat Erzählungen und Dramen geschrieben. So brachte er auch hierin ein Rüstzeug mit, dessen sich selten ein Gesetzgeber rühmen kann. Die Einfachheit, Schlichtheit, Lesbarkeit, die Frische und Unmittelbarkeit unseres Zivilgesetzbuches sind gewiß durch die schweizerische Tradition bedingt, sie sind aber auch das Werk eines künstlerischen Geistes.

Aber noch einer andern „Kunst“ bedurfte es: der Kunst der Menschenbehandlung. Eugen Huber konnte und wollte das Gesetzbuch nicht allein schaffen. Er war auf die Mitarbeit von Hunderten von Mitbürgern angewiesen, und darunter waren gewiß viele, die mißtrauisch, skeptisch an diese Arbeit herantraten, die widerwillig oder doch höchst eigenwillig waren. Heute wissen wir es kaum mehr, aber damals, etwa in der Experten-

kommission, ging es oft stürmisch zu. Große Widerstände galt es zu überwinden. Eugen Huber, selber ganz und gar positiv eingestellt, besaß in hohem Maße die Gabe, auch die andern zu positiver Mitarbeit heranzuziehen. Er erschrak nicht ob all der Wünsche und Begehrungen, mit denen er bestürmt wurde. Er war von vollendeter Erschlossenheit. Das war keineswegs nur Klugheit und Opportunismus. Seine Konzilianz und Verbindlichkeit, seine Geduld und seine Zuvorkommenheit, bei aller Festigkeit im Grundsätzlichen, waren verwurzelt in der Achtung, die er allem partikularen Rechte entgegenbrachte, die er aber auch seinen Mitarbeitern, die diese vertraten, zollte. Die Herzlichkeit seines Umganges mit den Menschen beruhte auf seiner Menschlichkeit und seiner Herzensgüte. Es war die gleiche Wärme, die er auch seinen Schülern entgegenbrachte. So gelang es ihm, eine Atmosphäre des Wohlwollens und des Vertrauens zu schaffen, die sich über das ganze Land erstreckte und die dem Zivilgesetzbuch die Wege ebnete.

Aber alles Wissen und alle Einsicht, alle Urteilskraft und alles Können reichen nicht hin. Es bedurfte des Einsatzes dieser Kräfte, der Schaffensfreude, des nie erlahmenden Willens. Unmöglich, den Umfang der Arbeit hier zu schildern, die Eugen Huber in den entscheidenden zwei Dezennien geleistet hat. Unermüdlich war er am Werk, rastlos hat er es vorwärtsgetrieben, von sich und andern die höchste Leistung verlangend. Sein Freund Walther Burckhardt, der zu unserer Trauer heute nicht mehr zu uns sprechen kann, hat es ausgesprochen: in ihm brannte „das heilige Feuer“. Dieses Feuer wurde genährt durch einen starken Glauben und eine große Liebe.

Er glaubte an die Macht des vernünftigen Bewußtseins. Schon längst hat man in ihm darin einen Geistesverwandten seines engeren Landsmannes Gottfried Keller erkannt, daß er einen wachen Sinn für die Realitäten des Lebens besaß und zugleich erfüllt war von der Macht der Ideen, von der verbindlichen und zwingenden Kraft der

Rechtsidee. Deshalb war er durchdrungen von der hohen Mission des Rechtes und der Rechtsgestaltung. Er war ein Gesetzgeber, der sich von dem Streben leiten ließ, das Recht auf die höchsten Ideen auszurichten und nach aller menschlichen Möglichkeit nach ihren Anforderungen zu gestalten. Dieser Glaube — sein rechtsphilosophisches Werk über Recht und Rechtsverwirklichung ist ganz von ihm getragen — beruhte auf seinem Erlebnis des Rechtes. Seinem auf Ordnung, Harmonie, Einheit eingestellten Wesen mußte die Betätigung der in uns wirkenden „regulativen“ Kraft, das Vermögen wahrer, richtiger, gerechter Beurteilung menschlicher Konflikte zum tiefsten Erlebnis werden. Es beruhte ferner auf seiner vor allem an Kant orientierten Philosophie, letzten Endes aber auf seinem Christenglauben.

Zu diesem unerschütterlichen menschheitlichen Glauben an eine weltordnende Kraft gesellte sich seine Vaterlandsliebe. Die Rechtsvereinheitlichung war für ihn eine vaterländische Tat. Er war durchaus auf die Zusammenarbeit mit der ausländischen Wissenschaft eingestellt. Aber das hinderte ihn nicht, die Rechtsvereinheitlichung als einen Akt der nationalen Selbstbehauptung zu erkämpfen. „Jede Gesetzgebung atmet die Luft der großen Kulturgemeinschaft aller im modernen Leben stehenden Staaten. Das ist eine wohltätige Erscheinung. Aber verhängnisvoll wird die Beziehung zum Ausland, wenn dessen Einfluß ein übermäßiger wird, und das ist er, wenn er nicht mehr durch die eigenen Bedürfnisse begründet ist, sondern sich in einer Weise aufdrängt, daß er die Richtung der eigenen Entwicklung verändert, die geistigen Elemente, in denen wir leben, alteriert, ihnen einen andern Charakter gibt. Kein Land, das etwas auf seine Eigenart und politische Selbständigkeit halten will, darf einem solchen übermäßigen Einfluß Eingang in seine Gesetzgebung gewähren“ (Sten. Bull. 1905). So schuf Eugen Huber das Zivilgesetzbuch „aus unserer eigenen

Nationalität heraus“, ein bodenständiges, unserer Tradition und unserem Rechtsbewußtsein entsprechendes, wahrhaft nationales Gesetzeswerk. Dieses ist denn mit ein Fundament unserer heutigen nationalen Selbstbehauptung und Selbstverteidigung geworden.

Goethe hat das tiefe Wort gesprochen: „Alles was der Mensch zu leisten unternimmt, es werde nun durch Tat oder Wort oder sonst hervorgebracht, muß aus seinen sämtlichen vereinigten Kräften entspringen; alles Vereinzelte ist verwerflich.“ Es trifft vollkommen auf das schweizerische Zivilgesetzbuch zu. Eugen Huber hat es nicht aus einem engen Spezialistentum heraus, er hat es aus der Fülle seiner sämtlichen vereinigten Kräfte, aus dem Reichtum seiner Persönlichkeit heraus geschaffen.

Deshalb hat er es auch zum Siege führen dürfen. Am 10. Dezember 1907 fand in beiden Räten die Schlußabstimmung statt. Da war gewiß mancher Föderalist, der an seinem kantonalen Rechte hing, mancher Katholik, dem das Scheidungsrecht des ZGB nicht gefallen konnte, mancher Sozialist in grundsätzlicher Gegnerschaft zur bürgerlichen Rechtsordnung. Aber Eugen Huber hatte in der Eintretensdebatte aufgerufen zur Erhebung des Geistes, und diese Erhebung des Geistes hat er erreicht. Alle machten sie Konzessionen, alle brachten sie Opfer, eine gemeineidgenössische Haltung, auf die wir immer wieder angewiesen sind. Aber alle erfreuten sich auch der guten Tat und des gelungenen Werkes. Die Abstimmung erfolgte an jenem denkwürdigen Tage in Sitzungen von feierlicher Stimmung. Sie erfolgte unter Namensaufruf und ergab die einstimmige Annahme, zuerst im Nationalrat und gleich nachher drüben im Ständerat.

Täglich spricht heute sein Werk zu uns. Zu uns sprechen soll aber auch, ganz besonders in den heutigen Zeiten, der Geist, aus dem es geschaffen wurde: der Geist der Sachlichkeit und Objektivität, die Begeiste-

rung für das Recht, der Glaube an die verbindliche und verpflichtende Kraft der Rechtsidee, der Sinn für die Tradition und das Ringen um Recht und Gerechtigkeit, die Achtung vor der Persönlichkeit, die Menschlichkeit, der Gemeinschaftssinn. Eugen Huber hat das Recht gedacht, er hat es gestaltet, er hat es geliebt — mehr: er hat es gelebt. Er lebte jene Zivilität, jene weit über Stand und Klasse erhabene Bürgerlichkeit, die dem Zivilgesetzbuch zugrunde liegt und die in der stolzen, freien und zugleich dienenden Zugehörigkeit zur Civitas besteht. Möge dieser Geist allzeit wach und wirksam in uns weiterleben!
